

# L'évolution de la vague 1 à la vague 2 du BPF, des problèmes jugés les plus importants par les électeurs

Pascal Perrineau

► **To cite this version:**

Pascal Perrineau. L'évolution de la vague 1 à la vague 2 du BPF, des problèmes jugés les plus importants par les électeurs : Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français 2006-2007 (vague 2, 11-26 septembre 2006). 2006. hal-00972987

**HAL Id: hal-00972987**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972987>**

Submitted on 3 Apr 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le Baromètre Politique Français (2006-2007)**

**2<sup>ème</sup> vague – Automne 2006**

### **L'ÉVOLUTION, DE LA VAGUE 1 A LA VAGUE 2 DU BPF, DES PROBLÈMES JUGÉS LES PLUS IMPORTANTES PAR LES ÉLECTEURS**

Pascal PERRINEAU

*Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.  
Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.*

## **L'évolution, de la vague 1 à la vague 2 du BPF, des problèmes jugés les plus importants par électeurs.**

La hiérarchie des problèmes principaux aux yeux des électeurs n'a pas été bouleversée du printemps à l'automne 2006. Cependant, des modifications du niveau des préoccupations et de leur importance réciproque ont eu lieu et redéfinissent un paysage sensiblement recomposé des préoccupations des électeurs français à six mois de l'élection présidentielle.

### *1/ Une hiérarchie des problèmes qui n'est pas bouleversée*

Du printemps à l'automne 2006, la hiérarchie des principales préoccupations des Français n'a pas été bouleversée (cf. tableau 1). L'emploi reste la préoccupation dominante, suivie à une distance certaine par le thème de la hausse des prix et celui des inégalités.

**TABLEAU 1 : Les problèmes jugés les plus importants aujourd'hui en France**

Question : Dans cette liste, quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France ?  
**- Les évolutions du printemps à l'automne 2006 : En premier et en second -**

	Vague 1 Printemps 2006 (%)	Vague 2 Automne 2006 (%)	Evolution
• L'emploi	(1) 56	(1) <b>50</b>	- 6
• La hausse des prix	(2) 23	(2) <b>24</b>	+ 1
• Les inégalités	(3) 21	(3) <b>23</b>	+ 2
• La sécurité des biens et personnes	(7) 14	(4ex) <b>17</b>	+ 3
• L'immigration	(8) 12	(4ex) <b>17</b>	+ 5
• L'éducation et la recherche	(4ex) 17	(6) <b>16</b>	- 1
• Les déficits publics et la dette de l'Etat	(4ex) 17	(7ex) <b>13</b>	- 4
• Les impôts et taxes	(6) 15	(7ex) <b>13</b>	- 2
• L'environnement	(9ex) 9	(9) <b>11</b>	+ 2
• Le logement	(9ex) 9	(10) <b>8</b>	- 1
• Les banlieues	(11) 7	(11) <b>7</b>	=
- Ne se prononcent pas	-	-	
TOTAL	(*)	(*)	

(\*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses. Les pourcentages sont lire en colonnes.

La question de l'emploi l'emporte nettement sur toutes les autres quelque soit la nature sociale ou politique de l'électorat (sur les différents électors politiques cf. tableau 2). Seul l'électorat du FN échappe à cette « règle » : 50% des électeurs proches de ce parti mettent au premier plan l'immigration, 35% seulement retenant l'emploi comme une préoccupation importante. Le trio des principales préoccupations tourne autour de l'emploi, de la hausse des prix et des inégalités pour les électors de gauche, d'extrême gauche et sans préférence partisane. A droite, les thèmes de la sécurité et de l'immigration arrivent en deuxième et troisième positions derrière l'emploi. La hiérarchie des thèmes a été davantage modifiée à droite qu'à gauche : depuis le printemps, l'immigration qui n'arrivait qu'en huitième position des préoccupations de l'électorat de droite est devenue la troisième préoccupation, la sécurité passant de la troisième à la deuxième place.

**Tableau 2 : La hiérarchie des préoccupations par électorat**

	Sans préf. partisane	Ext gauche	Gauche	Droite	Front national
1	Emploi 47 %	Emploi 57 %	Emploi 55 %	Emploi 46 %	Immigration 50 %
2	Hausse des prix 30 %	Hausse des prix 33 %	Inégalités 29 %	Sécurité 23 %	Emploi 35 %
3	Inégalités 24 %	Inégalités 26 %	Hausse des prix 24 %	Immigration 23 %	Hausse des prix 31 %
4	Sécurité 19 %	Impôts et taxes 17 %	Educ. Recherche 18 %	Déficits publics 20 %	Sécurité 20 %
5	Immigration 17 %	Educ. Recherche 13 %	Environnement 14 %	Hausse des prix 19 %	Inégalités 15 %
6	Impôts et taxes 14 %	Sécurité 12 %	Sécurité 13 %	Educ. Recherche 17 %	Impôts et taxes 14 %
7	Educ. Recherche 12 %	Logement 10 %	Impôts et taxes 12 %	Inégalité 16 %	Déficits publics 13 %
8	Déficits publics 10 %	Immigration 9 %	Logement 10 %	Impôts et taxes 13 %	Banlieues 9 %
9	Logement 10 %	Environnement 9 %	Immigration 9 %	Environnements 9 %	Logement 6 %
10	Environnement 8 %	Banlieues 7 %	Deficits publics 9 %	Banlieues 8 %	Educ. Recherche 4 %
11	Banlieues 5 %	Déficits publics 6 %	Banlieues 6 %	Logement 6 %	Environnement 2 %

Source : BPF 2

## *2/ Des changements au-delà du trio de tête permanent des préoccupations des Français*

Derrière l'emploi, la hausse des prix et les inégalités qui reste le trio de tête des préoccupations des Français, l'ordre des questions jugées importantes a quelque peu changé : les enjeux des déficits publics et de la dette ainsi que l'enjeu de l'éducation et de la recherche laissent la place aux problèmes de la sécurité et de l'immigration. Indépendamment de cette recomposition de la hiérarchie des problèmes les plus importants, l'emploi qui reste la première préoccupation connaît cependant une sensible érosion (-6 points). La question des déficits publics enregistre également une baisse d'influence (-4 points) alors que les enjeux de la sécurité et de l'immigration sont à la hausse (respectivement +3 et +5 points).

## *3/ La nature sociale et politique des évolutions des préoccupations des électeurs*

Comment éclairer ces glissements dans les préoccupations des électeurs ?

**Tableau 3 : Evolution de quatre enjeux du printemps à l'automne 2006**

	Emploi	Déficits Publics	Immigration	Sécurité
<b>ENSEMBLE</b>	-6	-4	+5	+3
<b>SEXE</b>				
Homme .....	<b>-10</b>	-4	+7	+3
Femme.....	-2	-4	+3	+3
<b>AGE</b>				
18 à 24 ans.....	-5	-4	+3	0
25 à 34 ans.....	-9	-4	+2	+1
35 à 49 ans.....	-5	<b>-7</b>	+4	+4
50 à 64 ans.....	-8	+1	<b>+8</b>	0
65 ans et plus.....	-2	-4	+6	<b>+9</b>
<b>SITUATION PROFESSIONNELLE DE L'INTERVIEWE</b>				
A un travail.....	-7	-5	+3	+3
Au chômage.....	-8	-4	+4	+2
Etudiant ou élève.....	-6	-1	+2	0
Inactif.....	-3	-2	<b>+9</b>	0
Retraité.....	-5	-2	+6	+6
<b>PROFESSION OU ANCIENNE PROFESSION DE L'INTERVIEWE</b>				
Agriculteur.....	+4	-3	<b>+8</b>	-1
Artisan, commerçant, chef d'entreprise.....	-7	-6	+6	+7
Profession libérale, cadre supérieur.....	-6	-5	<b>+9</b>	+3
Enseignant.....	<b>-16</b>	-3	+4	0
Profession intermédiaire.....	-9	-5	+3	+4
Employé.....	-2	-3	+4	+4
Ouvrier.....	-7	-4	+5	+5
N'a jamais travaillé.....	-6	-2	<b>+9</b>	0
<b>SECTEUR D'ACTIVITE ACTUEL DE L'INTERVIEWE</b>				
<b>Travaille à votre compte</b>				
<b>Salarié</b>				
Salarié du secteur privé.....	-7	-3	+2	+4
Salarié du secteur public.....	<b>-10</b>	<b>-8</b>	+6	+1
<b>NIVEAU DE DIPLOMES</b>				
Sans diplôme ou certificat d'Etudes.....	-2	-3	+4	+6
BEPC, CAP, BEP.....	-5	-3	+6	+1
Baccalauréat.....	-7	-2	+2	+6
Niveau bac+2.....	-8	<b>-14</b>	+5	+3
Diplôme de l'enseignement supérieur.....	<b>-13</b>	0	+7	+1
<b>PREFERENCE PARTISANE :</b>				
<b>Extrême gauche</b>	-3	-3	+3	+1
<b>Gauche</b>	-5	-3	+2	+3
Parti Communiste.....	+3	<b>-8</b>	+3	+1
Parti Socialiste.....	-9	-1	+3	+5
Les Verts.....	-2	-4	+3	+2
<b>CPNT</b>	+4	-5	-1	+5
<b>Droite</b>	-6	-7	<b>+9</b>	+4
UDF.....	-9	-4	+5	-2
UMP.....	-5	<b>-9</b>	<b>+11</b>	<b>+8</b>
Mouvement pour la France.....	+4	+2	+3	-8
<b>Front National</b>	<b>-14</b>	+1	<b>+12</b>	+3
<b>Aucun, sans réponse</b>	<b>-13</b>	-1	+4	+4
<b>VOTE AU REFERENDUM DE 2005</b>				
<b>Oui</b>	-6	-6	+4	+5
De gauche.....	-6	-3	+1	+5
De droite.....	-7	<b>-8</b>	+7	+6
<b>Non</b>	-6	-2	<b>+8</b>	+2
De gauche.....	-4	-3	+4	+2
De droite.....	<b>-12</b>	-1	<b>+15</b>	+1
<b>Abstention, blanc, nul, ne se prononcent pas</b>	-3	-3	0	+4
<b>VIT AVEC LES REVENUS DU FOYER</b>				
Difficilement.....	-4	-3	+5	+2
Facilement.....	-8	-4	+5	+4

### *Une détente sur la question de l'emploi sans grandes conséquences ?*

En ce qui concerne l'emploi, il est évident que le contexte de la première vague du BPF (mars-avril 2006 et la mobilisation contre le CPE) avait renforcé l'importance que les électeurs accordent à la question de l'emploi. Le retrait de la réforme du CPE ainsi que l'amélioration sensible des chiffres du chômage ont entraîné une détente sur le front de l'emploi. Cette détente n'est pas sensible dans tous les secteurs de l'opinion (cf. tableau 2). Elle est forte dans les grandes régions Sud-Est (-10) et Est (-9) dans la population masculine (-10), chez les chômeurs (-8), les enseignants (-16), les professions intermédiaires (-9) , les salariés du public (-10), les diplômés de l'enseignement supérieur (-13), chez les électeurs proches du PS (-9) et de l'UDF (-9) ainsi que chez ceux du FN (-14) ou chez ceux qui n'ont pas de préférence partisane (-12). On voit bien comment la détente de la question du chômage touche des citoyens bien informés (enseignants, diplômés du supérieur, chômeurs, électors de partis « centraux ») mais aussi une partie des couches moyennes (professions intermédiaires) et des électors hors système (FN et sans préférence partisane).

Cette détente, si elle a un impact sur la perception de l'évolution économique de la France dans les six prochains mois<sup>1</sup>, n'a cependant pas amélioré le pessimisme des Français quant à leurs conditions de vie : 54% des personnes interrogées considéraient qu'elles s'en sortaient difficilement avec les revenus de leurs foyers au printemps, elles sont 53% à l'automne. 46% considéraient qu'elles s'en sortaient facilement, elles sont 47% à l'automne. Seuls les jeunes de 18-24 ans (61%), les professions libérales et cadres supérieurs (75%), les enseignants (69%), les professions intermédiaires (54%), les électeurs ayant un niveau d'études supérieures (58% pour les Bac+2 et 72% pour les diplômés de l'enseignement supérieur) et les électeurs de droite classique (61% des électeurs proches de l'UDF, 59% de ceux proches de l'UMP) considèrent, en majorité, qu'ils « s'en sortent facilement ». En revanche, des majorités fortes d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise (60%), d'employés (61%), d'ouvriers (63%), d'électeurs proches de l'extrême gauche (70%), du PC (63%) et du FN (66%) disent qu'ils « s'en tirent difficilement avec les revenus du foyer ». Ce maintien d'un pessimisme élevé est également repérable quand on recense les souhaits de l'électorat quant à l'attitude que la France doit avoir sur le terrain de l'ouverture au monde d'aujourd'hui (cf. tableau 4).

---

<sup>1</sup> Au printemps 2006, 74% des personnes interrogées disaient être pessimistes à propos de l'évolution de la situation économique en France dans les six prochains mois, à l'automne elles ne sont plus que 63%.

**Tableau 4 : Le souhait d'une France s'ouvrant ou se protégeant davantage du monde d'aujourd'hui**

	Printemps 2006	Automne 2006	Evolution
La France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	43	33	- 10
Se protéger davantage du monde d'aujourd'hui	31	40	+ 9
Ni l'un, ni l'autre	26	27	+ 1

Sources : BPF vague 1, vague 2.

La pulsion protectionniste, déjà forte au printemps mais minoritaire (31% des personnes interrogées considéraient que la France devait « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui » contre 43% estimant que la France devait « s'ouvrir davantage »), est devenue majoritaire : à l'automne, 33% seulement des Français retiennent la solution de l'ouverture contre 40% qui souhaitent une protection renforcée. En à peine 6 mois, la pulsion protectionniste a augmenté de 9 points, particulièrement dans les grandes régions du Sud-Ouest (+13), de l'Est (+10) et du Nord (+10), ainsi que chez les agriculteurs (+14), les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (+13), les ouvriers (+11), les salariés du secteur public (+12), les sympathisants du PC (+13), des Verts (+13) et du Mouvement pour la France (+17) ainsi que chez les électeurs qui avaient voté oui au référendum de 2005 (+12). L'écart entre le camp de l'ouverture et celui du recentrage national s'est sensiblement réduit et les seuls milieux restant clairement dans le camp de l'ouverture sont les jeunes, les professions libérales et cadres supérieurs, les enseignants, les travailleurs indépendants, l'électorat socialiste, celui de l'UDF ainsi que les électeurs ayant choisi le « oui » au référendum de 2005. Dans certains milieux la pulsion protectionniste est même, à elle seule, majoritaire : chez les ouvriers (51% considèrent que la France doit se protéger davantage du monde d'aujourd'hui), les sans diplôme (52%), les électeurs proches du MPF (55%), ceux proches du FN (71%). Depuis le printemps, le souhait protectionniste a monté de 9 points dans l'électorat de gauche et de 10 points dans celui de droite. Comme on le voit « l'alouette de l'amélioration sur le front de l'emploi » ne fait pas « le printemps de l'optimisme retrouvé et de l'ouverture désirée ».



### *Une question de la dette en baisse d'influence*

La question de la dette et des déficits publics qui concerne particulièrement l'électorat de droite (20% de ceux-ci se disent préoccupés par cette question contre seulement 9% des électeurs de gauche) voit son importance diminuer (-4 points du printemps à l'automne). Cette diminution est particulièrement sensible dans la grande région Sud-Ouest (-7), chez les 35-49 ans (-7), chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (-6), chez les salariés du secteur public (-10), chez les électeurs de niveau Bac+2 (-14), chez les électeurs proches du PC (-8) et ceux proches de l'UMP (-9). Là aussi des milieux différents contribuent à la baisse d'influence de cette question : des milieux de droite classique (artisans, commerçants et chefs d'entreprise, électeurs de l'UMP) mais aussi des milieux davantage liés à la gauche (salariés du secteur public, électeurs proches du PC).

### *Des questions de la sécurité et de l'immigration à la hausse*

Pour les deux questions de la sécurité et de l'immigration qui sont à la hausse (respectivement +3 et +5) c'est essentiellement à droite que la progression est sensible. L'enjeu de l'insécurité connaît une progression sensible dans la grande région Est (+6), chez les personnes âgées de 65 ans et plus (+9), chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (+7) ainsi que chez les électeurs proches de l'UMP (+8). L'immigration est à la hausse dans la région du grand Est (+7), en Ile de France (+8), chez les hommes (+7), les personnes âgées de 50 à 64 ans (+8) ainsi que chez les 65 ans et plus (+6), chez les agriculteurs (+8), les cadres supérieurs et professions libérales (+9), chez les électeurs proches de l'UMP (+11) et ceux proches du FN (+12). Il y a là toute une série de milieux relativement proches de la droite qui connaissent une montée forte des enjeux de la sécurité et de l'immigration. La baisse sensible d'un enjeu comme l'emploi a pu contribuer à cette montée des enjeux sécuritaire et migratoire. Des effets de contexte (squatt de Cachan, agressions de membres de forces de l'ordre) ont pu également accentuer cette hausse. Si celle-ci est plus importante dans les milieux de droite, elle n'est pas pour autant absente des milieux de gauche et des milieux populaires : la progression de l'enjeu de la sécurité est de +3 points dans l'électorat de gauche, celle de l'immigration de +2 points et les deux enjeux progressent de +5 points dans l'électorat ouvrier et +4 points dans l'électorat des employés.

Toutes ces évolutions redessinent, à six mois de l'échéance présidentielle, un paysage des préoccupations du corps électoral sensiblement différent de celui que nous connaissions au printemps dernier. L'érosion de la préoccupation de l'emploi ne semble pas avoir de conséquences tangibles sur le pessimisme de l'opinion quant à ses conditions de vie que nous relevions lors de la vague 1 du BPF ou encore sur la capacité de l'élection présidentielle à améliorer les choses ou sur la confiance mise dans la droite ou la gauche pour gouverner<sup>2</sup>. Il en est de même quant à l'impact sur les divers candidats et familles politiques auxquels on aurait pu imputer l'amélioration de la situation de l'emploi. En revanche, la montée des questions de la sécurité et de l'immigration contribue à polariser davantage les électorats de droite et de gauche<sup>3</sup>.

Pascal PERRINEAU

---

<sup>2</sup> 59% des personnes interrogées pensent que le résultat de l'élection présidentielle de 2007 ne permettra pas (peu ou pas du tout) d'améliorer les choses en France (tous les électorats sauf ceux proches de l'UMP et du MPF pensent ainsi). 69% des personnes interrogées disaient, au printemps, « n'avoir confiance ni dans la droite, ni dans la gauche pour gouverner le pays », elles sont encore 65% à l'automne 2006. La confiance dans la droite pour gouverner a progressé modestement de 15 à 18%, celle dans la gauche de 15 à 17%. Les probabilités de vote pour Jacques Chirac et Dominique de Villepin n'ont connu aucune évolution significative en six mois (de 19 à 20% pour J.Chirac, de 25 à 24% pour D. de Villepin).

<sup>3</sup> Cela est particulièrement sensible sur la question de l'immigration : au printemps 2006, 7 points séparaient le niveau de préoccupation de l'électorat proche des partis de gauche (7%) et celui de l'électorat proche des partis de droite (14%) sur cet enjeu, à l'automne, 14 points les séparent (9% dans l'électorat de gauche, 23% dans celui de droite).